

De l'Afrique noire considérée comme le réflexe pavlovien des sciences sociales françaises et francophones du développement (1920-2010)

Jean Copans
Professeur émérite de Sociologie
Université Paris Descartes

Il est à peine besoin d'affirmer que l'amélioration de la situation des indigènes tant administrative que sociale, est une nécessité, tellement la chose est évidente.

C'est une nécessité, pour les nations suzeraines des indigènes, au triple point de vue moral, politique et économique : moral, parce que ces nations, en s'attribuant ou en acceptant la charge de suzeraineté qu'elles tiennent actuellement, ont contracté vis-à-vis des indigènes des devoirs auxquels elles ne peuvent se dérober ; politique, parce que le maintien de l'autorité suzeraine et le bon fonctionnement des possessions ou dépendances coloniales sont subordonnées à la satisfaction des besoins des indigènes et à la réalisation de leurs légitimes aspirations ; économique, parce que, la mise en valeur de l'Afrique occidentale ne pouvant être obtenue qu'avec le concours des indigènes, qui sont le nombre et qui seuls sont adaptés au climat, le développement matériel des colonies de cette région est en étroite corrélation avec le développement social de la population autochtone, dont les intérêts ne sauraient être dissociés de leurs suzerains.

Maurice Delafosse, 1^{er} mai 1919 (1975)

Il est évident que l'expression géo-culturelle, *Afrique noire*, ne possède aucune valeur conceptuelle en soi. Comme tout le monde le sait bien aujourd'hui l'Afrique noire n'existe pas, notamment aux plans sociologiques et ethnologiques. Elle n'est qu'un mythe géographique d'origine coloniale, qui a repris vie au milieu du vingtième siècle avec le panafricanisme et la création des aires culturelles en anthropologie. Nous estimons toutefois que cette expression 'géographique' porte en son sein les contraintes d'un véritable schème opératoire qui est devenu au cours du vingtième siècle le signifié référentiel automatique et quasi-exclusif de toute la réflexion française portant sur le développement, le changement social ou le progrès culturel dans le monde. Evidemment il existe une explication immédiate qui tient à l'histoire de la France depuis au moins la traite des esclaves. Mais le fait est que le développement à *la française* a été en réalité surtout africain jusque dans les années 1990 : il a

du coup imposé tout naturellement une exclusivité africaniste aux sciences sociales des sociétés sous-développées et de la modernisation ce qui n'a aucune raison d'être scientifique, bien au contraire.

C'est donc ce paradoxe de l'universalisation et/ou de la généralisation des types de sociétés et de problèmes d'une partie de l'Afrique (centrale¹ mais surtout occidentale) à une problématique, aussi bien politique qu'économique et sociale du développement, qui va nous mobiliser. Cette communication est bien plus une hypothèse, sommairement traitée, que le résultat d'une étude approfondie et systématique de la littérature. De plus nous nous fonderons essentiellement sur les travaux en sciences sociales (et accessoirement en économie ou science politique) qui peuvent être considérés dans ce cas comme des références au second degré. Enfin la puissance d'imprégnation africaniste de l'analyse et des conceptions du développement est telle qu'elle a touché aussi bien les 'partisans' de ce dernier que les critiques les plus radicaux de la dépendance et du sous-développement.

Le point de départ de notre démarche d'anthropologie sociale de la connaissance consiste essentiellement en une périodisation et en une typification des travaux des penseurs et des chercheurs africanistes². Nous avons repéré trois grandes périodes que nous évoquerons succinctement :

- I) Les fondations (1920-1960) : l'invention du modèle colonial de développement ;
- II) Pour un bon développement (1950-1980) : (a) un enracinement concret et plus diversifié ; (b) les engagements idéologiques et théoriques (chrétiens, coopérativistes, auto-gestionnaires : étatiques, socialistes, marxistes) ;
- III) Les reconsidérations et remises en cause (1980-2000) : le politique puis le développement vus par le bas ; l'anti-développementisme à l'africaine ; à l'occidental ; intégré au système ;

La fonction épistémologique, rhétorique voire décorative de l'exemplification africaine semble bien plus qu'un problème historique de voisinage et de fréquentation, de bibliographie, d'expérience personnelle ou professionnelle de terrain. L'exemple africain (organisation villageoise, solidarité, misère encore digne, respect de l'Etat malgré les corruptions, culture 'world' avant la lettre) propose une image socio-politique qui correspond encore aujourd'hui, en creux, à celle du modèle d'un Etat Providence de proximité, bon à développer. Porteuse à la fois du mythe d'un bon sauvage, d'un indigène colonial serviable (et par conséquent de l'expert bienveillant et paternaliste), de l'imagination anthropologique de la survie de crise, du dernier carré des Lumières francophones, l'Afrique, largement occidentale, encore une fois *à la française*, reste le modèle de développement le plus simple et le plus accessible. Comment pourrait-on en effet penser positivement le développement à partir d'une Afrique anglophone à la nigériane, belge à la zairoise ou à la rwandaise, lusophone enfin à l'angolaise ?

¹ L'inventeur de la sociologie du développement, G. Balandier, a conduit ses terrains sur la modernisation et la modernité coloniale dans les colonies du Congo et du Gabon au tournant des années 1950.

² C'est pourquoi nous entendons nous fonder sur les travaux de spécialistes et d'acteurs du développement et non sur les écrits journalistiques ou à destination idéologique.

I De quelques préalables analytiques

Les études consacrées à l'histoire et à la sociologie des sciences sociales ont toujours mis un lumière un phénomène réflexif premier à savoir les relations réciproques de déterminations relatives entre les terrains et les objets de recherche d'une part et les thématiques analytiques et constructivistes des disciplines de l'autre. Ce fait a été particulièrement bien examiné en ethnologie et en anthropologie dans la mesure où certaines grandes théories renvoient à un lieu de naissance très particulier, circonscrit dans l'espace et le temps (voir par exemple le rôle des Iroquois dans la réflexion sur la parenté du fondateur de ce domaine, l'américain L.H. Morgan). Il est parfois difficile de saisir les cheminements qui conduisent de l'étude de cas à la monographie, puis de cette dernière à une typologie pour déboucher enfin sur une généralisation suffisamment lointaine de ses origines pour présenter, soi-disant, une éventuelle portée universelle. Mais malgré ces incertitudes relatives, qui font intrinsèquement partie de la construction des sciences sociales, l'examen des conditions sociales, culturelles, politiques, institutionnelles et sociologiques de l'étude des 'objets' permettent de mettre en lumière les généalogies complexes et multiples qui relient processus analytiques, méthodologiques et théoriques et évolutions sociétales ordinaires (ou extraordinaires !). L'identité individualiste d'un grand nombre de recherches en sciences sociales, notamment en ethnologie et en micro-sociologie, permet de repérer très précisément le déroulement de ces interactions. Mais la situation est bien plus compliquée en matière de réflexion et d'analyse du développement. Pour plusieurs raisons.

La première tient à la culture très sommaire, souvent d'origine scolaire, quant aux fondements de l'histoire économique occidentale. Le marché international du 20^e siècle, l'Etat-nation moderne, sa version providentielle sont les résultats d'au moins mille ans d'histoire européenne. Nous savons aujourd'hui que le modèle du capitalisme des années 1950-1960 reflète une période bien particulière, celle de la reconstruction internationale du capitalisme en crise depuis les années 1920. Nous savons également que la prise de pouvoir d'une bourgeoisie économique est un événement exceptionnel et non pas récurrent de l'histoire moderne. Pourtant toute la réflexion économique depuis le Marx du Capital (qui est aussi celui de la lutte des classes) manifeste une tournure évolutionniste que les sciences sociales (et économiques puis politiques) du développement ont repris intuitivement sans trop réfléchir. Les chercheurs, et les experts, ont vécu simultanément sur une image déjà dépassée de l'histoire du développement capitaliste et sur une vision académique sommaire et peu approfondie de l'histoire de la formation de ce même capitalisme moderne.

La seconde raison qui explique cette prédominance africaine tient plutôt à la congruence entre les préoccupations de la modernisation de l'Empire et celles de la société et de l'économie française. Ce phénomène remonte probablement aux lendemains de la Première Guerre mondiale, c'est dire son ancienneté et surtout son enracinement dans les administrations publiques qui ont toujours été les maîtresses conjointes de la politique économique et sociale, de la science (néo)coloniale appliquée et de la diffusion du message idéologique du progrès. Dans un pays, la France, où le capital modernisateur est identifié à un capitalisme d'Etat, plutôt récent par ailleurs, d'une part et où la problématique de la modernisation de l'agriculture productive semble devoir s'appliquer aussi bien dans la métropole que dans ses colonies (ou l'inverse !) de l'autre, où enfin l'école est considérée comme l'investissement social prioritaire, il n'y a pas de doute que la réussite de la République coloniale constitue un processus redoublé qui se reflète de lui-même. Que des leaders africains nationalistes aient siégé tout naturellement dans les gouvernements français de la fin des années 1950 confirme la perversité de cette situation que F. Houphouët-Boigny, le premier Président de la Côte d'Ivoire, dénommera plus tard la françafrique. Il serait

possible de montrer les divergences entre ce modèle et celui mis en œuvre par exemple par le Royaume-Uni, l'autre grand acteur du développement jusque dans les années 1960, puis avec la méthode américaine qui prend le relais et accompagne les interventions de plus en plus visibles des grandes institutions internationales au cours des années 1960-70. Il faudrait surtout, à l'exemple des recherches de l'historien C. Charle sur la haute fonction publique et des études sur le développement de l'ingénierie des sciences sociales dans l'aménagement urbain ou la modernisation agricole de l'après-guerre des années 1950-1970, se pencher sur la mise en place des institutions officielles mais aussi privées en matière d'aide et de développement colonial/néo-colonial³.

II L'invention du modèle colonial du développement (1920-1960)

La périodisation de l'histoire coloniale et post-coloniale ne correspond nullement aux dates des commémorations officielles et des manuels scolaires. Comme l'a si bien démontré J.-P. Dozon à propos de la Côte d'Ivoire la véritable politique de modernisation coloniale débute juste avant l'indépendance et va durer paradoxalement une bonne quinzaine d'années (2003). C'est pourquoi il faut, contrairement aux réactions de rejet que suscite l'expression de néocolonialisme, la prendre très au sérieux dans la mesure où elle désigne plus une politique de tutelle institutionnelle réelle qu'une situation de soumission idéologique et politique⁴. Cette situation tout à fait particulière s'explique par les échecs des politiques du maintien colonial français, d'abord en Indochine puis en Afrique du Nord, notamment en Algérie entre 1945 et 1962. Le Royaume-Uni a déjà accordé dès l'entre-deux guerres l'indépendance à ses possessions moyen-orientales et il n'hésite pas dès 1947 à faire de même avec l'Inde puis dix ans plus tard en Côte d'Or (futur Ghana) tout en combattant le mouvement plus ou moins anti-colonialiste, Mau-Mau, dans le Kenya du début des années 1950. L'enjeu de la modernisation coloniale finit donc par se résumer pour la France en un face-à-face avec ses seules colonies africaines. Sans vouloir refaire l'histoire (coloniale) de France on se contentera d'évoquer le programme de M. Delafosse de 1919, le roman *Batouala* de René Maran, Prix Goncourt des années 1920 et puis surtout la grande exposition coloniale de 1931, l'expédition Dakar-Djibouti des années 1931-33, initiée par l'ethnologue Marcel Griaule, véritable prélude à la naissance de l'ethnologie de terrain à la française au cours des années 1930 chez les Dogon du Soudan (aujourd'hui le Mali). La Seconde Guerre Mondiale voit les colonies africaines contribuer patriotiquement au combat de la France libre : l'équipée africaine et coloniale de la Deuxième DB du Général Leclerc en est un exemple mais le point d'orgue de cette première étape se trouve peut-être à Brazzaville en 1944 où le Général de Gaulle organise une Conférence qui appelle à la modernisation de l'Empire C'est d'ailleurs un Haut-Commissaire, socialiste, B. Cornut-Gentille, qui invitera G. Balandier à la fin des années 1940 à faire de l'anthropologie appliquée avant la lettre au Congo puis au Gabon, expérience qui donnera naissance au concept de situation coloniale (1951) et qui modernisera l'ethnologie, au point d'ailleurs de la qualifier provisoirement de sociologie actuelle (1955a et b).

Le plus décisif de tout ce long mouvement d'un tiers de siècle est l'invention par G. Balandier à partir des années 1955 d'une sociologie du sous-développement et du

³ Reprenant la superbe image, paradoxale et ambiguë à souhait, de Michel Amiot à propos de la sociologie urbaine de cette même période, nous pourrions dire que les sciences sociales du développement sont *tout contre l'Etat !* (Amiot,). En ce qui concerne l'action du Ministère de la Coopération on doit se reporter à la thèse de J. Meimon (2005).

⁴ Voir les ouvrages de l'économiste et banquier, Pierre Moussa dont *Les nations prolétaires* (1959).

développement. Pendant 10 ans, en gros du début des années 1950 au début des années 1960, G. Balandier va être le promoteur français de la sociologie du développement. Cours à l'I.E.P., ouvrages collectifs tirés de conférences internationales, maître d'œuvre avec A. Sauvy du premier ouvrage consacré significativement en 1956 au Tiers Monde (Balandier, 1961) : la situation coloniale de 1951, largement africaniste malgré sa préoccupation internationale (Copans, 2001), se transforme presque immédiatement en situation de sous-développement. Ce n'est qu'ensuite que l'anthropologue revient sur la décolonisation et les nouveaux systèmes politiques indépendants, toujours africains.

Cette période coloniale est également celle des administrateurs coloniaux, éclairés et savants, qui mènent une ethnologie des populations et des cultures noires comme M. Delafosse ou plus tard H. Labouret. La question de l'utilité des sciences sociales, de leur enseignement pratique ou universitaire mobilise les 'coloniaux' des années 1930. B. de l'Estoile nous explique pourquoi ces tentatives de modernisation des formations échouent alors que le modèle britannique, sous l'impulsion conjointe de B. Malinowski, Lord Lugard et de l'International African Institute (pour faire vite), débouche sur l'anthropologie appliquée, la création des anthropologues de gouvernement et l'étude du changement social et de la modernisation (1997). Le Rhodes-Livingstone Institute de la Rhodésie du Nord mettra tout cela en pratique dès les années 1940 sous la direction de G. Wilson et M. Gluckman (Schumaker, 2001) et ce sont ces travaux et ces chercheurs qui influenceront G. Balandier dix ans plus tard. Cet état d'esprit se diffuse dans les années 1950 en ethnologie alors que les géographes, notamment sous l'impulsion de J. Richard-Molard, se sont déjà lancés dans l'étude des changements dès le début des années 1940. Ainsi les ethnologues J. Poirier et A. Leroi-Gourhan publient en 1953 un ouvrage collectif en deux volumes intitulé *Ethnologie de l'Union française* : on y évoque le contact culturel tout en récusant par avance la légitimité des revendications d'indépendance des populations colonisées par la France (1953).

Il est certain que dans les années 1920-1940 l'élite politique et intellectuelle 'colonisée' se trouve en Indochine. Cependant l'exotisme lointain des colonies asiatiques, l'existence d'une culture savante et écrite indochinoise⁵, l'assimilation du mouvement de libération nationale aux communismes soviétique ou chinois interdira toute préoccupation développementaliste orientalisante pendant longtemps. Le cas des colonies de l'Afrique du Nord est à peine différent même si le Maroc et la Tunisie obtiennent un passage pacifique à l'indépendance car à partir de 1954 la 'guerre' dite d'Algérie va peser lourdement sur les perspectives de modernisation et de développement d'une colonie qui est également un département français. Pour avoir une idée de ce nouvel échec il faut revenir sur l'expérience initiatrice de Pierre Bourdieu qui joue très provisoirement en Algérie, mais de manière peu écoutée, à la fin des années 1950, le même rôle que G. Balandier en Afrique noire au début de la même décennie. P. Bourdieu va assumer successivement ou simultanément toutes les attitudes de l'ethnologie de l'époque : celle de l'ethnologue colonial, celle du sociologue de la situation coloniale, celle du sociologue des programmes de modernisation sociale, celle enfin du sociologue de la guerre avant d'endosser à nouveau celle de l'anthropologue spéculatif, concurrent de Cl. Lévi-Strauss (Copans, 2008 ; 2008 ; Bourdieu, 2008 ; Martin-Criado, 2008).

Pour conclure ce panorama rappelons la faiblesse numérique des chercheurs français hors de l'orbite impérial. Certes P. Gourou, géographe, a été en Inde et R. Dumont, agronome, en Indochine alors que les ethnologues A. Métraux ; R. Bastide⁶ et Cl. Lévi-Strauss ont parcouru différentes contrées de l'Amérique centrale, caribéenne ou latine. Tout comme M. Leiris qui a dénoncé les usages coloniaux de l'ethnologie dès 1950 (1950), ils sont pour le

⁵ Le premier docteur d'Etat en ethnologie d'origine coloniale est un indochinois à la fin des années 1930.

⁶ C'est R. Bastide qui a publié en 1971 l'un des ouvrages les plus réflexifs sur le développement (*Anthropologie appliquée*). Paradoxalement il n'est pas africaniste et discute surtout l'anthropologie américaine.

relativisme culturel et l'indépendance des cultures (Lévi-Strauss, 1952) mais le développement dans cette réflexion prend une coloration plus morale et philosophique que pratique et politique. Il n'y a par conséquent aucun doute permis : le champ de la question de la modernisation et du développement librement consenti, celui de la libération culturelle et de l'évolution sociétale progressive (et progressiste également), celui de l'interventionnisme libérateur et de l'ingénierie sociétale (les lumières coloniales ou bien... socialistes !) se trouve réduit par la force des événements pour les acteurs français aux terrains de l'Afrique noire. Ce rétrécissement va devenir, pour des raisons nouvelles mais relevant du même type d'analyse institutionnelle et scientifique, un enfermement qui donnera naissance à une culture professionnelle et académique spécifique qui va se reproduire plus ou moins en vase clos jusqu'à la fin des années 1990 malgré les mutations considérables de la scène internationale du développement et malgré une mondialisation extra-africaine indubitable des terrains des sciences sociales concernées par le Sud.

II Pour un bon développement : le passage aux terrains concrets (1950-1980)

Les chercheurs en sciences sociales sont invités à partir de la fin des années 1940 à observer la modernisation coloniale. Un organisme spécifique a d'ailleurs été créé dès 1943, l'ORSOM, qui deviendra plus tard l'ORSTOM (et aujourd'hui l'IRD). Par ailleurs les sciences sociales empiriques prennent enfin leur essor en France et l'ethnologie de terrain, la géographie et la sociologie de la modernisation et du changement social mobilisent de plus en plus de jeunes chercheurs y compris au CNRS. Ainsi parallèlement à la répression violente menée en Algérie se mettent en place des politiques de modernisation de l'agriculture, d'aménagement et de construction urbaine, certes timides en Afrique du Nord mais de plus en plus actives et nombreuses dans les colonies africaines⁷. Certes les terrains de l'époque portent plus sur les transformations démographiques et sociales que sur les projets de modernisation et de 'développement' eux-mêmes. Dans la lignée des travaux anglo-saxons, l'acculturation et/ou le changement social deviennent les thématiques centrales d'une anthropologie qui refuse l'orientation traditionaliste de l'ethnologie du Musée de l'Homme. Dans la mesure où ces sciences sociales naissent, ou renaissent, véritablement après la Seconde Guerre mondiale un très grand appétit de terrain, d'inventaire ethnologique et d'observation du temps présent prend le dessus. Les sciences sociales coloniales doivent rattraper un décalage (ne parlons pas de retard) avec leurs consœurs anglo-saxonnes d'au moins un quart de siècle et seules les colonies africaines, au cœur des nouvelles politiques coloniales françaises, sont capables d'absorber cette demande. Les créations de poste précèdent les étudiants, à l'époque pas encore docteurs, qui sortent des universités. La Faculté des Lettres et Sciences humaines de la Sorbonne crée dès 1963 des certificats d'études africaines dans les différentes sciences sociales et historiques et des dizaines de jeunes chercheurs vont profiter de très longs séjours pour produire ce qui constituera les fondements de l'anthropologie sociale et de la géographie, voir de la démographie. Les sous-disciplines de l'anthropologie politique et de l'anthropologie économique dominent les orientations thématiques et les débats théoriques marxistes. Qui dit changement, dit colonialisme et capitalisme, migrations de travail et économie monétarisée et...par conséquent développement. Même certaines grandes organisations françaises d'intervention recrutent des sociologues ou des géographes. A l'instigation de G. Balandier et de P. Mercier, de P. Péliissier et de G. Sautter les monographies ethniques mais aussi thématiques (les terroirs

⁷ Avec Madagascar elles sont une quinzaine !

africains) se multiplient ; de nouveaux objets apparaissent mais il est vrai que le développement reste très en retrait des problématiques : il est au mieux le dernier chapitre de la dernière partie sur le changement. Tout le monde le reconnaît, et même si l'engagement anti-impérialiste débouche sur un anti-capitalisme et un anti-développementalisme, il faut tenir compte des débats théoriques qui font rage autour de l'interprétation de la nature du capitalisme sous-développé, africain, etc.

La chance sourit à ce mouvement en la personne de l'économiste Samir Amin qui devient le grand penseur africaniste, alternatif et critique, du développement (et africain de surcroît car il est égyptien) pendant les années 1965-80. C'est encore l'époque des démarches macro-disciplinaires en matière d'explication globale : seule la géographie et l'anthropologie semblent décrire des sociétés réelles. L'explication économique voir politologique est sommaire car ses objets et ses méthodes ne semblent pas adaptées au terrain empirique sociétal. Du coup le développement n'apparaît ni comme une politique au sens réaliste du terme ni comme une stratégie économique : il relèverait de l'idéologie. Même un grand chercheur comme Claude Meillassoux n'a rien à dire d'empiriquement fondé sur le développement (Copans, 2009).

La fin des années 1970 va voir la gestation d'une reconfiguration complète du champ aussi bien fondamental qu'appliqué de l'étude du développement mais ces transformations sont d'origines essentiellement internes. C'est dire que l'épreuve comparatiste des développements à l'échelle internationale n'est encore guère pratiquée. Et puis le développement est en crise et ses experts veulent le remettre sur pied en évaluant les erreurs éventuellement commises y compris au niveau de l'analyse des sociétés et des conditions concrètes de la mise en place des projets. L'arrivée de F. Mitterrand va d'ailleurs fortement conforter ces réactions. Plus que jamais le développement se pense comme une affaire de modèle sociétal africain. Un retour sur le sens des engagements idéologiques exprimés par les chercheurs et les experts depuis les années 1950 permet d'expliquer cette continuité dramatique.

II Pour un bon développement : engagements idéologiques et programmatiques (1950-1980)

Les sciences sociales françaises vivent sur l'idée d'une recherche *fondamentale* mais dès que la modernisation volontariste concerne le territoire et la société de l'hexagone, des orientations appliquées apparaissent bien qu'elles soient plutôt condamnées par l'engagement idéologique de gauche voir d'extrême-gauche de ce même groupe de chercheurs. A la différence des Etats-Unis, où les sciences sociales ont été dès leur conception des sciences de la gestion d'entreprise ou urbaine des villes multi-ethniques ou des comportements déviants, la conception française dominante reste toujours marquée par ses origines philosophiques et morales. Les sciences sociales du développement apparaissent alors comme destinées à promouvoir de bonnes actions. La crise sociale de l'après-guerre porte en elle les prémisses d'une vision d'un monde nouveau, qu'il soit communiste ou catholique, technique ou culturel et psychologique. L'histoire de ce développement engagé est encore très mal connue bien que les acteurs du courant chrétien en soient les plus notoires.

La mobilisation tiers mondiste des années 1950 est autant morale et militante que politique et idéologique...et scientifique. L'humanisme personnaliste de E. Mounier (fondateur de la revue *Esprit*), le courant *Economie et Humanisme* du dominicain L.-J. Lebreton, le mouvement Emmaüs de l'Abbé Pierre sont autant de tendances et de dynamiques qui vont découvrir la pauvreté du Sud après avoir découvert et combattu celle du Nord et notamment de la France. Voyages en Afrique noire, voyages en Amérique latine et évidemment réactions

caritatives et militantes face aux 'événements' algériens vont pousser ces responsables religieux, ces penseurs et leurs communautés ou associations, à intervenir aussi sur ces terrains et à exprimer leurs volontés d'intervention sous la forme de programmes de développement. L'économiste F. Perroux, le premier économiste français à se pencher théoriquement sur le développement fait partie de cette nébuleuse. L'accélération de la décolonisation africaine va donner l'occasion à certains de ces activistes de s'investir encore plus concrètement : ainsi créé à l'instigation des communautés Emmaüs en 1957, l'IRAM va devenir une société d'études qui soutient un développement d'animation et de mobilisation. A la même époque, en 1958, J.-L. Lebret est recruté par M. Dia et L.S. Senghor pour penser et élaborer le Premier Plan de développement du Sénégal (Lebret, 1958 ; Becker, 2007).

Parallèlement à cette mouvance, les marxistes orthodoxes du PCF dès la fin des années 1950 puis les économistes hétérodoxes et dépendantistes, au cours des années 1960, vont essayer de produire une pensée 'française' (ou francophone) en matière de conception économique à la fois du développement national et de la coopération (sous-entendue socialiste) internationale. Cette démarche est évidemment d'emblée, sinon initialement, un engagement politique envers un certain type de modèle : soviétique, chinois ou alternatif d'origine cepalien et latino-américain⁸. Les révolutions qui inspirent cette autre mouvance ne sont pas africaines certes mais le grand enjeu paraît justement de les africaniser. Le panafricanisme, l'expérience du Ghana (jusqu'au coup d'état de 1966), les alignements plutôt soviétiques de la Guinée-Conakry ou du Mali sans parler des textes très lus du leader de la lutte de libération nationale de la Guinée Bissau, Amilcar Cabral, sont autant de sources de réflexions et de demandes de mises au point d'une formule de développement. Ce courant anti-colonialiste et anti-impérialiste trouvera à s'exprimer aussi sur les questions du développement, lors des réactions suscitées par les sécheresses et les famines du Sahel des années 1973-1975, par exemple au sein de Comité Information Sahel mis sur pied par les chercheurs africanistes (CIS, 1974).

D'autres orientations complètent ce panorama : le Collège coopératif dirigé par le sociologue de la religion, Henri Desroches, lié à l'Institut fondé par F. Perroux, va mettre la coopération au cœur d'une double démarche, une psycho-sociologie de l'action et de la mobilisation, un modèle de structure développementiste à la base, la coopérative, dédié aux associations et aux mouvements. Citons enfin A Meister qui propose une version plus politique et critique, moins morale ou psychologisante, participative, inspirée entre autres par les expériences yougoslaves d'un socialisme non-dirigiste et auto-gestionnaire mais par ailleurs opposée au soi-disant pessimisme d'un René Dumont qui affirmait en 1962 que *L'Afrique noire est mal partie*. Mais Desroches et Meister, plutôt sensibilisés par d'autres parties du monde que l'Afrique noire, n'auront pas suffisamment d'influence pour relativiser le poids de la vulgate africaniste.

Bref malgré l'avance des exemples indiens, chinois, latino-américains ou encore cubains au cours de la première moitié des années 1960⁹, le cas de l'Afrique noire suscite des

⁸ De l'organisation CEPAL qui pense le développement en Amérique latine au cours des années 1950-60 : voir les commentaires de P. Salama sur l'un des promoteurs de cette orientation, le brésilien C. Furtado (Salama, 2007).

⁹ Sans rentrer dans les débats entre économistes il faut noter la primauté, en matière d'économie du développement, de Ch. Bettelheim, qui a étudié le cas indien au cours des années 1950 et qui représente une version marxiste orthodoxe. A la suite de son engagement maoïste et de ses recherches consacrées à une relecture de l'histoire économique de la construction du socialisme en URSS il abandonne de facto cette thématique. L'expérience africaine d'expert du développement de S. Amin et d'économiste empirique qui décrit les systèmes ivoiriens ou encore sénégalais va propulser ce dernier en tête des références économiques africanistes. Ses perspectives internationalistes, ses débats avec l'anthropologie économique (Meillassoux) et l'histoire précoloniale (voir sa célèbre préface à la thèse de B. Barry sur le Waalo au Sénégal et son bilan de la colonisation ouest-africaine, 1971), son rôle dans les organisations onusiennes et internationales d'enseignement

réflexions originales qui trouvent un écho tout à fait naturel et décisif en France d'autant qu'à la même époque se met en place toute une machinerie officielle d'aide et de développement (sociétés, d'études, sociétés d'intervention, services ministériels, implantations diplomatiques) qui se focalise presque exclusivement sur cette partie du monde.

Militants chrétiens, militants révolutionnaires, militants nationalistes, technocrates éclairés et modernes, chercheurs en sciences sociales vont être très nombreux à s'investir : pendant un quart de siècle la formule française du développement sera africanisée de manière quasi institutionnelle d'autant qu'un ministère spécialisée, celui de la Coopération, est chargé de la mettre en œuvre à l'exclusion des autres parties du monde à développer qui vont dépendre, elles, du Ministère des Affaires étrangères¹⁰. Il ne faut pas oublier qu'en France même le Commissariat au Plan produit un éthos du développement moderne depuis la fin des années 1940 et que dans certains domaines comme celui de l'aménagement urbain ou même du développement agricole, on peut repérer un va et vient entre les expériences de la modernisation urbaine coloniale et celles de la reconstruction de l'après-guerre.

III Les reconsidérations et remises en cause (1980-2000)

Au cours des années 1978-1995 les approches critiques de relecture et d'évaluation à la fois des méthodes d'études du développement et de fabrication des programmes à appliquer prennent de l'importance. Plusieurs démarches distinctes vont se rencontrer et provoquer une mutation, on pourrait même parler de rupture, dans la manière de considérer et d'observer le développement. Evidemment il ne faut pas perdre de vue le passage aux Programmes d'Ajustement structurel à partir de 1980 et le fait symbolique que le premier de ces PAS soit justement appliqué en Afrique noire, au Sénégal, l'un des archétypes du développement à la française (l'autre étant bien sûr la Côte d'Ivoire). En effet à la fin des années 1970 apparaissent plusieurs courants de réflexion sur l'usage et les objets des sciences sociales françaises du développement à l'ORSTOM, au Ministère de la Coopération, à l'INSEE-coopération, (groupe AMIRA), à l'IEDES qui prendront de l'importance pendant les premières années de la Présidence de Mitterrand (cellule d'évaluation des projets dirigée par Cl. Freud à la Coopération-1988)¹¹.

Si l'ensemble de cette littérature se focalise exclusivement sur l'Afrique noire c'est que l'essentiel de ses auteurs travaille sur l'Afrique, en Afrique et pour des institutions y ayant pignon sur rue. Certes d'autres intervenants importants comme l'anthropologue de l'ORSTOM, J.-F. Baré, ont une expérience plus 'exotique' dans le Pacifique, en Amérique latine ou même en Tunisie et surtout se réclament des traditions américaines de l'anthropologie américaine, y compris celle qui domine à la banque mondiale sous la direction de M. Cernea (1998). Mais encore une fois ce sont les sociétés et les terrains africains qui vont orienter et mobiliser les réflexions et introduire de plus en plus les opérations, les programmes et les acteurs eux-mêmes au sein des problématiques d'étude. Cette période voit toutefois l'essor des recherches françaises en Amérique latine puis ultérieurement en Asie,

et de recherche basées à Dakar (où il réside) vont évidemment contribuer très fortement à africaniser les orientations alternatives en économie.

¹⁰ J'ai vécu moi-même les effets de cette schizophrénie géographico-technique pendant 4 ans au Kenya, au cours des années 1980, notant, interloqué, que le Burundi et le Rwanda disposaient de plus de moyens que toute l'Afrique de Karthoum jusqu'à Harare ou Maputo !

¹¹ Lire Copans, 2006 : pp.53-54. Comme publication phare citons le n° 90 de *Revue Tiers Monde* dirigé par Y. Goussault paru sous le titre 'Sociologie du développement' (1982), l'ouvrage dirigé par Boiral, Lantéri et Olivier de Sardan (1985), *L'Etat des savoirs sur le développement* initié par le GEMDEV, (Choquet, 1993) dont le chapitre sur l'anthropologie est rédigé par P.Ph. Rey et enfin la synthèse de Olivier de Sardan (1995).

notamment en Inde. Les organismes de développement, d'aide et de coopération, les institutions françaises officielles restent encore centrées sur l'Afrique noire malgré l'importance des mutations géo-stratégiques, qui bouleversent de plus en plus le 'pré carré', introduites dans les politiques plus mondiales du Ministère de la Coopération (les ACP de la communauté européenne, les Zones d'action prioritaire qui lorgnent sur les pays lusophones puis même anglophones respectables).

Mais le champ de la reconsidération des 'fondamentaux', des lieux communs, des méthodes d'enquête est à la fois plus large et plus théorique. Plus large à cause des retours d'autres régions en développement, plus théorique car ce sont les disciplines elles-mêmes d'une part et la notion même de développement de l'autre qui se retrouvent mises en cause. Le développement n'est plus une affaire continentale ou même régionale ou nationale. Le développement est de moins en moins considéré comme une affaire d'Etat. Certes les ONG, de plus en plus nombreuses, impliquent des modifications de perspective et d'action. Et ce faisant elles vont devenir à leur tour, à la fin de cette période, un objet d'étude de plus en plus mobilisateur. C'est l'apparition de ce qu'on pourrait appeler l'Ecole de *Politique africaine* (ou encore du CERI de la FNSP) et de l'APAD fondée par J.-P. Olivier de Sardan¹². 'Le politique par le bas' de J.-F. Bayart va être en quelque complété par 'le développement par le bas' de J.-P. Olivier de Sardan bien que l'inspiration théorique, M. Foucault, de l'un n'ait pas grand-chose à voir avec N. Long et l'Ecole de Manchester, inspirateurs de l'autre.

Les remises en case vont même plus loin puisque plusieurs ouvrages iconoclastes d'auteurs africains voient le jour au tournant des années 1990¹³. Certes ces points de vue sont plus idéologiques que pratiques ou méthodologiques, et sont malheureusement surtout sans lendemain, mais ils proviennent d'observateurs africains et ont une répercussion considérable dans le monde des étudiants et des consultants d'origine africaine qui constituent toujours le public dominant des clientèles du développement. Il n'est pas jusqu'aux responsables les plus réputés du monde de l'expertise, comme J. Giri ou S. Michailof, qui avouent leur inquiétude dans des rapports officiels. Enfin il ne faut pas oublier le penseur français n°1 de l'anti-développement ou de la décroissance, S. Latouche. Ce dernier a déjà une demi-douzaine d'ouvrages contre le développement lorsqu'il publie *L'Autre Afrique : entre don et marché* en 1998. Nouveau paradoxe français qui veut que le chantre de la décroissance se réfère au cas africain, particulièrement si mal en point selon tous les critères en matière de développement, de sous-développement ou d'anti-développement !

Bref il y a de tout dans cette espèce de dynamique de groupe centrifuge. Mais une constante demeure presque intacte : les forces vives restent marqués par le continent noir alors qu'avec la fin du Ministère de la Coopération le 1^{er} janvier 1999, devenu provisoirement une direction du MAE d'une part et une agence de moyens, l'Agence Française du Développement (AFD), de l'autre, on a l'impression que les politiques ont décidé de regarder le monde mondial du développement au-delà de l'Afrique noire. Il n'empêche que la seule revue académique financée aujourd'hui directement par l'AFD, s'appelle *Afrique contemporaine* !

¹² Centre d'Etudes et de Recherches Internationales ; Association euro-africaine pour l'anthropologie du développement social et du développement. Voir Bako-Arifari et Le Meur (2001).

¹³ Notamment A. Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* (1991) et D. Etounga-Manguelle, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un Programme d'Ajustement culturel ?* (1993).

Conclusions : Le tournant du 21^e siècle : ‘Adieux à l’Afrique’ ou ‘Adieux au développement’ ?

En conclusion on peut se demander si ‘Les Adieux à l’Afrique noire’ auront bien lieu un jour au sein de l’univers français du développement. Les années 2000 ont vu paraître un certain nombre de bilans ou de réflexions rétrospectives sur l’évolution des sociétés africaines, sur l’histoire des rapports entre la France et l’ensemble du continent et enfin sur le développement : G. Winter, Ph. Hugon, J.-P. Dozon, G. Courade ou enfin S. Smith ont rédigé des synthèses, des essais qui ont suscité quelque attention ou débats¹⁴. Le fameux discours de Dakar du président Sarkozy de juillet 2007 a provoqué des mises au point savantes ou polémiques ce qui confirme encore la permanence de cet inconscient (Chrétien et al, 2008). Les reportages télévisuels font l’économie d’approches approfondies en se contentant comme d’habitude de s’arrêter à Dakar, que ce soit pour parler du secteur informel, de la crise alimentaire, des migrants soi-disant désespérés des pirogues ou encore du succès des nouvelles technologies auprès de populations démunies. Les génocides du Rwanda et de la République Démocratique du Congo orientale, l’extension considérable du Sida, en Afrique australe notamment, les guerres dites civiles de la Corne, de la République Populaire du Congo comme du Sierra Leone ou du Libéria ont déplacé l’attention vers l’humanitaire sous ses diverses formes et sur la problématique du développement-reconstruction. Sans parler de la place grandissante occupée par les ONG et leurs excès fantasmatiques et paternalistes comme ceux perpétrés au Tchad par ‘L’Arche de Zoé’.

De quelque côté qu’on se tourne par conséquent, l’actualité du développement, au sens large, semble toujours passer par un exemple africain, francophone de préférence. Pourtant la problématique des pays émergents, des marchés mondiaux, des fonds souverains et des innovations productives ou écologiques, des pôles intellectuels alternatifs ne passe pas du tout par l’Afrique noire. Le 1% africain du commerce mondial, la disette alimentaire quasi permanente de certains pays, le *brain drain* vers l’Europe et les Etats-Unis, le mouvement permanent de la migration africaine vers l’Europe, autant de traits négatifs que le développement n’a pu modifier ou qu’au contraire, selon certains, les relations de dépendance mondiale ont nettement aggravé depuis un quart de siècle.

Les modifications erratiques et conséquentes des politiques internationales de développement depuis un quart de siècle soulèvent une dernière interrogation qui ne concerne pas que l’Afrique : peut-on encore parler de développement en ce début du 20^e siècle ? La dislocation du bloc du Tiers Monde, l’apparition des pays pétroliers puis émergents, la recomposition des anciennes puissances socialistes dont la Chine, les délocalisations industrielles du monde occidental font que la notion même de développement est bien mal en point. En fait ce dernier, au sens traditionnel de développement rural, urbain, scolaire, économique, n’a plus la globalité et la rationalité qu’on lui vouait encore dans les années 1980. Mais l’ancrage africain de la France, le poids symbolique de ses dernières possessions territoriales tout aussi sous-développées (Antilles, Nouvelle-Calédonie, îles du Pacifique et de l’Océan indien), les rapports de patronage et de clientélisme qui ont défini pendant toute la seconde moitié du 20^e siècle un type de politique économique, que d’autres nomment du développement, ont irrémédiablement piégé la France. D’autant que ce dernier a toujours eu en France une nette coloration idéologique et étatique comme on l’a vu. Malgré les travaux précurseurs de G. Balandier, de F. Perroux et d’autres au cours des années 1950, c’est-à-dire dès l’aube de la mise en place du développement, l’intérêt pour ce dernier s’est progressivement réduit au point qu’aujourd’hui il n’est plus une thématique reconnue en

¹⁴ Voir le débat autour de l’ouvrage de S. Smith dans le n° 180 (2004) de *Revue Tiers Monde*.

sciences sociales et économiques. Les meilleurs des travaux autour de J.P. Olivier de Sardan sont exclusivement ouest-africains et même si leur influence au-delà des spécialistes de ce cercle géographique est indéniable, la transformation du développement, d'une affaire à la fois sectorielle et d'Etat, en une suite d'interventions ponctuelles et aléatoires d'ONG, surtout humanitaires, a vidé cette notion de toute portée globale et sociétale. Le succès des paradigmes libéraux enfin, en faisant du développement une affaire de *capabilités* individuelles et personnelles (A.Sen), a mis un point final au modèle providentiel et progressif (ou évolutionniste) de l'intervention politique et économique.

Le développement en France a toujours été une affaire en creux en quelque sorte, une excroissance à retardement de l'idéal et des méthodes coloniales, une conception très régaliennne de la modernisation. La centralité élyséenne de l'Afrique a fait du développement un joujou politicien. Il n'est pas jusqu'aux ambitions du tournant des années 1990 de défendre une alternative raisonnable à l'ajustement structurel qui se soient retournées contre leurs promoteurs. Entre l'ultimatum qui conduit à la dévaluation brutale du franc CFA en 1994, le redéploiement mercenaire des intérêts français (Congo, Côte d'Ivoire) et l'impossibilité de mettre sur pied une politique de lutte contre la pauvreté (DGCID, 2000), on s'aperçoit que l'Afrique noire représente à visage ouvert l'incompétence internationale d'un Etat qui peine à conserver le rang de premier plan qui était le sien un demi-siècle plus tard avant le maelström de la mondialisation. En fait l'existence d'un modèle africano-français de développement n'apparaît plus que comme un avatar de la modernisation retardée de l'agriculture française au cours des années 1960-1970. Nous nous sommes contentés d'exporter d'un même mouvement, sous les tropiques, et l'équateur le mythe conservateur du bon sens paysan et du notable modernisateur tranquille des campagnes profondes de l'hexagone.

Si l'Afrique noire résume si bien notre conception du développement c'est parce que la conception française de la modernisation est celle du clinquant et du superflu et non celle de la formation académique de pointe et de la production des machines-outils. La France ou la colonie européenne des pays africains francophones ?

Bibliographie

Amin S. 1971 *L'Afrique de l'Ouest bloquée..L'économie politique de la colonisation (1880-1970)*, Paris, Editions de Minuit.

Amiot M.

Bako-Arifari N. et Le Meur P.-Y. 2001 « Une anthropologie sociale des dispositifs de développement » in Baré J.-F. (sous le dir) *Evaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, pp. 121-173.

Balandier G. 1951 «La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI, pp. 44-79. De très larges extraits sont repris dans le vol. CX, 2001, pp. 9-29.

Balandier G. 1955 *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF.

Balandier G. 1955 *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Presses de la FNSP.

Balandier G. (sous la dir) 1956 [1961] *Le « Tiers Monde ». Sous-développement et développement*, Travaux et Documents de l'INED, Cahier n°27 [39].

Bastide R. 1971 *Anthropologie appliquée*, Paris, Payot.

Becker Ch., Misséhoungbé P.-P., Verdun Ph. (textes choisis) 2007 *Le Père Lebret, un dominicain économiste au Sénégal (1957-1963)*, Dakar, Fraternité Saint Dominique.

Boiral P., Lanteri J.-F. et Olivier de Sardan J.-P. 1985 *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*, Paris, Karthala.

Bourdieu P. 2008 *Esquisses algériennes*, Paris, Le Seuil.

Cerneia M. (sous la dir) 1998 *La dimension humaine des projets de développement. Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala.

Choquet C. et al. 1993 *Etat des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*, Paris, Karthala.

Comité Information Sahel 1974 *Qui se nourrit de la famine en Afrique. Le dossier politique de la faim au Sahel*, Paris, F. Maspéro.

Copans J. 2001 « La 'situation coloniale' de G. Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX, pp. 31-52.

Copans J. 2006 *Développement mondial et mutations des sociétés contemporaines*, Paris, Coll. 128, A. Colin.

Copans J. 2008 « *L'œuvre algérienne* de P. Bourdieu. Ou comment jouer à l'ethnologue-anthropologue en marge des dynamiques disciplinaires françaises et internationales » Communication au Colloque international 'Théories de la pratique : Bourdieu et la Sociologie' (Amiens, fev.)

Copans J. 2009 « Le développement sans acteurs mais non sans politique. La difficile empiricité d'un engagement anti-impérialiste », *Journal des Anthropologues*, à paraître.

Delafosse M. 1975 [1919] « Etudes préparatoire d'un programme de mesures à prendre en vue d'améliorer la situation des indigènes au double point de vue administratif et social » in M. Michel « Un programme réformiste en 1919 : Maurice Delafosse et la 'politique indigène' en AOF », *Cahiers d'Etudes africaines*, 58, pp. 316-327.

DGCID

Dozon J.-P. 2003 *Frères et sujets. L'Afrique et la France en perspective*, Paris, Flammarion.

L'Estoile B. de 2000 « Science de l'Homme et 'domination rationnelle'. Savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue de Synthèse*, n°3-4, pp. 291-323.

Etounga-Manguelle D. 1993 *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?*, Paris, Nouvelles du Sud.

Freud Cl. 1988 *Quelle coopération ? Un bilan de l'aide au développement*, Paris, Karthala.

Kabou A. 1991 *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, Karthala.

Latouche S. 1998 *L'Autre Afrique, entre don et marché*, Paris, Albin Michel.

Lebret L.-J. 1958 *Problèmes de développement au Sénégal*, Dakar, Présidence du Conseil du Gouvernement du Sénégal.

Leiris M. 1950 « L'ethnologue devant le colonialisme » Repris in *Cinq études d'ethnologie. Le racisme et le tiers-monde*, 1969, Paris, Gonthier, pp. 83-112.

Levi-Strauss Cl. 1952 *Race et Histoire*, Paris, UNESCO.

Martin-Criado E. 2008 *Les deux Algéries de Pierre Bourdieu*, Paris, Editions du Croquant.

Meimon J. 2005 *En quête de légitimité. Le ministère de la Coopération (1959-1999)*, Thèse de doctorat de science politique, Université Lille 2.

Moussa P. 1959 *Les nations prolétaires*, Paris, PUF.

Olivier de Sardan J.-P. 1995 *Anthropologie et Développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala-APAD.

Poirier J. et Leroi-Gourhan A. 1953 *Ethnologie de l'Union française*, Paris, 2 vol., PUF.

Salama P. 2007 « Parcours de vie d'un chercheur en économie », *Revue Tiers Monde*, 191, pp. 573-590.

Schumaker L. 2001 *Africanising Anthropology. Fieldwork, Networks and the Making of Cultural Knowledge in Central Africa*, Durham, Duke University.